



CFC TRADE POSITION

November 2000

INTRODUCTION

Agriculture is an essential part of Canada's economy. Canadian farm activities are the backbone of many rural communities and contribute significantly to the success and standard of living of a significant number of Canadians. In fact, the future of many of these communities is tightly intertwined with the future success of the Canadian agricultural sector. It is also a positive contributor to its social and political fabric.

Agriculture is not just another industrial sector. Unlike other primary industries, its activities are carried out by a large number of individual farms facing a relatively small (and shrinking) number of large buyers. The Canadian chicken processing sector provides striking evidence of this structure. Four companies buy almost 50% of the chicken produced by Canada's 2800 chicken farmers. The top 12 processing companies buy almost 75%. This concentration is even more pronounced at the retail level, where 4 companies dominate the Canadian grocery sector.

The chicken industry is a good example of what agriculture means to rural Canada. Our orderly marketing system has provided stability, and growth, to rural communities in all ten provinces. It has also provided a solid base from which the industry has been able to expand in Canada and more recently, beyond our borders. As the Canadian chicken industry continues its efforts to be more efficient, it is imperative that government support for our orderly marketing system be maintained, including the defense of our negotiated international rights to maintain tariffs.

L'ÉNONCÉ DE LA POSITION SUR LE COMMERCE DES PPC

Novembre 2000

INTRODUCTION

L'agriculture est une composante essentielle de l'économie canadienne. Les activités agricoles canadiennes sont l'épine dorsale de bien des collectivités rurales et elles contribuent de manière significative au succès et au niveau de vie d'un nombre important de Canadiens et de Canadiennes. En fait, l'avenir d'un grand nombre de ces collectivités est étroitement lié au succès du secteur agricole canadien. L'agriculture est aussi un élément positif du tissu social et politique.

L'agriculture est plus qu'un autre secteur industriel. Contrairement aux autres industries primaires, ses activités sont menées par un grand nombre d'exploitations agricoles individuelles qui font face à un nombre relativement restreint (et qui va en diminuant) de grands acheteurs. Le secteur canadien de la transformation du poulet offre une preuve frappante de cette structure. Quatre entreprises achètent presque 50 p. 100 du poulet produit par les 2 800 producteurs de poulet du Canada. Les douze principales entreprises de transformation en achètent presque 75 p. 100. Cette concentration est encore plus prononcée au niveau du détail, où quatre entreprises dominent le secteur de l'épicerie canadien.

L'industrie du poulet est un bon exemple de ce que l'agriculture signifie pour le monde rural du Canada. Notre système de commercialisation ordonné a offert une stabilité et une croissance aux collectivités rurales dans les dix provinces. Il a en outre procuré une base solide à partir de laquelle l'industrie a pu prendre de l'expansion au Canada et, plus récemment, au-delà des frontières canadiennes. Alors que l'industrie canadienne du poulet poursuit ses efforts pour être plus efficace, il est absolument indispensable que le gouvernement continue d'appuyer notre système de

Such a stable policy environment will allow our industry to continue to contribute to a vibrant rural economy in Canada, and allow the entire Canadian chicken industry to continue its phenomenal growth.

It is of paramount importance that before, during and after the upcoming WTO trade negotiations on agriculture, the federal government allow the evolution of chicken supply management to be pursued.

THE URUGUAY ROUND

As the Canadian chicken industry has never used export subsidies to gain access to foreign markets, nor had recourse to domestic support through government subsidies, the most significant impact on the Canadian chicken industry originating from the Final Act of the Uruguay Round signed by Ministers on April 15, 1994 in Marrakesh, was the conversion of import quotas to tariff-rate quotas (TRQ), a conversion process commonly referred to as tariffication. The intent of tariffication was to provide a level of border control which was identical to the control provided by the previous import quota system. That objective is valid today and for the future.

However, the sound administration of the TRQ regime can only be efficiently performed if the terms of market access provided by the TRQ are effectively controlled. To this effect, over-quota tariffs must be maintained at a level that ensures no more access than the intended level of the TRQ.

Before entering into any new commitments, Canadian negotiators must also ensure that all WTO members have fully implemented their existing WTO commitments, and that new rules are negotiated to ensure equivalency of WTO commitments amongst all WTO members. Other countries must provide the same level of "real" market access that Canada already provides, before Canada considers any further opening of its market.

commercialisation ordonné, y compris la défense de nos droits internationaux négociés pour maintenir les barrières tarifaires. Un environnement politique aussi stable permettra à notre industrie de continuer à participer au dynamisme de l'économie rurale au Canada et, à toute l'industrie canadienne du poulet, de poursuivre sa croissance phénoménale.

Il est extrêmement important que le gouvernement fédéral permette la poursuite de l'évolution de la gestion des approvisionnements du poulet, pendant et après les prochaines négociations commerciales de l'OMC sur l'agriculture.

LE CYCLE D'URUGUAY

Comme l'industrie canadienne du poulet n'a jamais eu recours aux subventions à l'exportation pour obtenir l'accès aux marchés étrangers, ni au soutien interne par le biais des subventions gouvernementales, la conversion des contingents d'importation en contingents tarifaires (CT), processus de conversion communément appelé tarification, a eu l'effet le plus important sur l'industrie canadienne du poulet découlant de l'Acte final du Cycle d'Uruguay signé à Marrakech par les ministres le 15 avril 1994. La tarification visait à fournir un degré de contrôle à la frontière identique à celui offert par l'ancien système de contingent d'importation. Cet objectif est valide aujourd'hui comme pour l'avenir.

Cependant, la saine administration du régime du CT est possible uniquement si les conditions d'accès au marché offertes par le CT sont réellement contrôlées. À cet effet, les tarifs de surcontingement doivent être maintenus à un niveau qui assure un niveau d'accès pas plus élevé que celui visé par le CT.

Avant de conclure tout nouvel engagement, les négociateurs canadiens doivent aussi veiller à ce que tous les membres de l'OMC aient complètement rempli leurs engagements existants dans le cadre de l'OMC et à ce que de nouvelles règles soient négociées pour assurer l'équivalence des engagements des membres. D'autres pays doivent fournir le même niveau d'accès « réel » au marché que celui déjà offert par le Canada, avant que celui-ci n'envisage toute autre ouverture de son marché.

GENERAL PRINCIPLES

Chicken Farmers of Canada have adopted this aggressive trade position that focuses on achieving concrete and realistic results that target the most trade distorting measures. We support eliminating export subsidies, increasing disciplines governing domestic support and seeking “real” improvements on market access that would result in a more level playing field for all farmers.

1. A WTO agriculture agreement must achieve positive results for all sectors of the Canadian chicken industry and recognize the importance of collective marketing tools for farmers.

Future negotiations should result in the improvement of the Canadian chicken industry’s livelihood, and should ensure that farmers’ marketing structures are not subject to stricter rules than private corporations face.

2. WTO agriculture negotiations must focus on achieving concrete and measurable results that are realistic for WTO members.

As stated in Article 20 of the Uruguay Round Agreement on Agriculture, future negotiations must take into account the experience to date on implementing the reduction commitments and their effects on world agriculture.

In order to provide real and achievable access, upcoming negotiations should focus on reducing the most trade distorting support; and targeting those WTO members that are the worst offenders.

PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les Producteurs de poulet du Canada ont adopté cette position énergique sur le commerce afin d’atteindre des résultats concrets et réalistes visant les mesures qui créent le plus d’effets de distorsion sur le commerce. Nous appuyons l’élimination des subventions à l’exportation, l’augmentation des mesures disciplinaires régissant le soutien interne et l’obtention des améliorations « réelles » concernant l’accès au marché, lesquelles aboutiraient à uniformiser davantage les règles du jeu pour tous les agriculteurs.

1. Un accord de l’OMC sur l’agriculture doit atteindre des résultats positifs pour tous les secteurs de l’industrie canadienne du poulet et reconnaître l’importance des outils de commercialisation collective pour les agriculteurs.

Les négociations futures devraient aboutir à une amélioration des revenus de l’industrie canadienne du poulet et s’assurer que les structures de commercialisation agricole ne sont pas assujetties à des règles plus strictes que celles auxquelles font face les entreprises privées.

2. Les négociations de l’OMC sur l’agriculture doivent viser à atteindre des résultats concrets et mesurables qui sont réalistes pour les membres de l’OMC.

Comme il est indiqué dans l’article 20 de l’Accord du Cycle d’Uruguay sur l’agriculture, les négociations futures doivent tenir compte de l’expérience cumulée à ce jour relativement à l’application de la réduction des engagements et à leurs effets sur l’agriculture mondiale.

Afin d’offrir un accès réel et réalisable, les prochaines négociations devraient s’attarder à réduire le soutien ayant le plus d’effets de distorsion sur le commerce et à cibler les membres de l’OMC qui contreviennent le plus aux règlements.

3. CFC is opposed to the concept of an initial down payment in the areas of market access and domestic support.

WTO agriculture negotiations should not unduly disrupt agriculture markets. The risk of a significant initial down payment will generate a great deal of uncertainty and thereby prevent expansion of markets by deferring or canceling investment decisions. Accelerating this uncertainty is the undecided timeframe for the negotiations and the implementation period.

4. A WTO agreement must preserve the ability of Canadians to continue supply management and those marketing structures necessary for the stability and profitability of Canadian agriculture.

The necessary tools to operate an effective domestic supply management system must be maintained. Supply management has allowed stability and continuous growth of the chicken industry in Canada without the need of government funds.

5. Commitments by the Canadian federal government impacting on international trade of chicken products must only be negotiated under the auspices of the WTO and modalities of bilateral and regional trade agreements should be harmonized to the WTO.

The WTO is the only forum where the vast majority of countries have committed to discipline their support and access for agricultural products. The WTO agreements provide the basis for all negotiations.

While continuing to honour its commitments, Canada should harmonize the bilateral and regional trade agreements to the WTO modalities in order to use identical reference periods, product group definitions and market access measures.

3. Les PPC s'opposent au concept d'un versement initial concernant l'accès au marché et le soutien domestique.

Les négociations de l'OMC sur l'agriculture ne devraient pas bouleverser outre mesure les marchés agricoles. Le risque d'un versement initial important entraînera beaucoup d'incertitude et empêchera ainsi une expansion des marchés en remettant à plus tard les décisions d'investissement ou en les annulant. L'accélération de cette incertitude constitue l'incertitude concernant les négociations et la période de mise en oeuvre.

4. Un accord de l'OMC doit sauvegarder la capacité des Canadiens à poursuivre la gestion de l'offre et les structures de commercialisation nécessaires à la stabilité et à la rentabilité de l'agriculture canadienne.

Les outils nécessaires pour exploiter un système efficace de gestion de l'offre internes doivent être maintenus. La gestion de l'offre a donné lieu à la stabilité et à la croissance continue de l'industrie du poulet au Canada sans recours à des fonds gouvernementaux.

5. Les engagements du gouvernement fédéral canadien ayant des répercussions sur le commerce international des produits du poulet doivent seulement être négociés sous les auspices de l'OMC, et les modalités des accords commerciaux bilatéraux et régionaux devraient être harmonisées avec ceux de l'OMC.

L'OMC est le seul forum où la vaste majorité des pays se sont engagés à discipliner leur soutien et leur accès pour les produits agricoles. Les accords de l'OMC fournissent la base de toutes les négociations.

Tout en continuant à respecter ses engagements, le Canada devrait harmoniser les accords commerciaux bilatéraux et régionaux avec les modalités de l'OMC afin d'utiliser des périodes de référence, des définitions de groupe de produits et des mesures d'accès au marché identiques.

6. The federal government must not make trade-offs between agricultural commodities, nor between agriculture and another sector of the Canadian economy.

Benefits of trade agreements should not be achieved in one sector at the expense of another.

7. Zero-for-zero for specific commodities.

The federal government can pursue zero-for-zero initiatives for specific sectors that want to further liberalize their own trade, as long as these initiatives are not linked to any other negotiating issues or commitments.

6. Le gouvernement fédéral ne doit pas faire de compromis entre les produits de base agricoles, ni entre l'agriculture et un autre secteur de l'économie canadienne.

Les avantages des accords d'échange ne devraient pas être atteints dans un secteur aux dépens d'un autre.

7. Zéro-zéro pour certains produits.

Le gouvernement fédéral peut poursuivre des options zéro-zéro dans certains secteurs qui veulent libéraliser davantage leur propre commerce, aussi longtemps que ces options ne sont pas liées à d'autres questions de négociation ou engagements.

EXPORT COMPETITION

Export subsidies are the most trade distorting measures causing decline in world prices. They must be eliminated.

8. Eliminate all export subsidies.

The European Union and the United States are the largest users of export subsidies for agricultural products. Not only can Canada not compete with the public treasuries of these two large trade players, it has already eliminated all of its export subsidies.

Other export promotion tools such as export credits and food aid should be governed by WTO rules.

DOMESTIC SUPPORT

Support provided must be subject to a cap to ensure minimal trade distortions while recognizing that the specific characteristics of agricultural production often require a minimal level of support.

CONCURRENCE EN MATIÈRE D'EXPORTATION

Les subventions à l'exportation sont les mesures qui créent le plus d'effets de distorsion sur le commerce et qui causent une baisse dans les cours mondiaux. Elles doivent être éliminées.

8. Éliminer toutes les subventions à l'exportation.

L'Union européenne et les États-Unis sont les plus grands utilisateurs de subventions à l'exportation pour les produits agricoles. Non seulement le Canada ne peut pas rivaliser avec les trésoreries publiques de ces deux grands intervenants sur le plan commercial, mais il a déjà éliminé toutes ses subventions à l'exportation.

D'autres outils de promotion des exportations tels que les crédits à l'exportation et l'aide alimentaire devraient être régis par les règles de l'OMC.

SOUTIEN INTERNE

Le soutien offert doit être soumis à un plafond afin de maintenir à un niveau minimal les distorsions sur le commerce, tout en reconnaissant que les caractéristiques spécifiques de la production agricole demandent souvent un niveau minimal de soutien.

9. Discipline governing domestic support with the imposition of a cap on all categories of support.

An overall cap should be imposed on total domestic support and measured as a percentage of the total value of production.

Maintain the de-minimis exemption for amber box programs to allow countries to maintain a minimal level of support that is often critical to offset cycles encountered in agricultural production.

Eliminate blue box programs.

Harmonize the definition of green programs and Canada's domestic agriculture policy. The Canadian government must match the level of green support given to our competitors in other countries.

10. Maintain the measurement of support at the aggregate level.

Domestic support programs should be reported on an aggregate basis to allow flexibility to address the specific nature of agriculture, and to include all programs, either commodity specific or generally available.

MARKET ACCESS

In order to achieve significant improvements, this position proposes concrete measures that address the real impediments inhibiting market access. Simple tariffs should be reduced as much as possible, or converted into TRQs. Real access gains for TRQs, will only be achieved by ensuring that in-quota tariffs and TRQ administration are such that the negotiated level of in-quota access is achievable.

9. Discipliner le niveau du soutien interne par l'imposition d'un plafond sur toutes les catégories de soutien.

Un plafond général devrait être imposé sur tout le soutien interne et mesuré selon un pourcentage de la valeur totale de la production.

Maintenir l'exemption de minimis pour les programmes de la catégorie orange afin de permettre aux pays de conserver un niveau minimal de soutien qui est souvent crucial en vue de contrebalancer les cycles en cours dans la production agricole.

Supprimer les programmes de la catégorie bleue.

Harmoniser la définition des programmes de la catégorie verte et la politique d'agriculture nationale du Canada. Le gouvernement canadien doit mettre son soutien à la catégorie verte au même niveau que celui des pays concurrents.

10. Maintenir la mesure de soutien au niveau de l'agrégat.

Les programmes de soutien interne devraient être déclarés sur une base d'agrégat afin de présenter la flexibilité nécessaire pour traiter de la nature spécifique de l'agriculture et d'inclure tous les programmes, qu'il s'agisse de programmes axés sur les produits ou de manière globale.

ACCÈS AU MARCHÉ

Afin de réaliser des améliorations importantes, ce document de principes recommande des mesures concrètes qui traiteront des obstacles réels à l'accès au marché. Les barrières tarifaires simples devraient être éliminées autant que possible ou converties en CT. De véritables gains d'accès pour les CT seront réalisés seulement si des mesures sont prises pour assurer que les tarifs intracontingents et l'administration du CT sont tels que le niveau négocié de l'accès intracontingent est réalisable.

11. Over-quota tariffs negotiated at the WTO must be maintained.

Over-quota tariffs are an essential tool that allows us to operate a domestic supply management system. Without effective over-quota tariffs, it would become impossible to have a predictable and stable supply on the domestic market.

Over-quota tariffs provide the means to determine the level of in-quota access, and must be maintained at levels that ensure no more access than the committed level of the TRQ.

12. All countries must provide equivalent market access.

Clear and binding rules governing market access must be established to ensure all countries provide 5% market access.

There should be no further expansion of our level of market access until all countries match our access.

13. In-quota tariffs should be reduced to zero. “Real” market access without any impediments should be provided for the in-quota access of the TRQ.

14. Make TRQ administration equitable and fair. Maintain Canada’s right to administer TRQs in a manner that best suits the requirements of our domestic market and supports the goals of our agricultural marketing structures and agri-food industries, including the right to designate the market segments that receive in-quota imports, provided it does not impede the level of committed access.

Remove all country-specific TRQ allocations so that access is available on a true MFN (most favoured nation) basis.

11. Les tarifs de surcontingentement négociés à l’OMC doivent être maintenus.

Les tarifs de surcontingentement sont un outil essentiel permettant d’exploiter un système de gestion de l’offre intérieur. Sans tarifs de surcontingentement efficaces, il deviendrait impossible d’avoir un approvisionnement prévisible et stable sur le marché intérieur.

Les tarifs de surcontingentement offrent les moyens de déterminer le niveau d’accès intracontingent et doivent être maintenus à des niveaux qui assurent un accès pas plus élevé que celui visé par le CT.

12. Tous les pays doivent fournir un accès au marché équivalent.

Des règles claires et exécutoires régissant l’accès au marché doivent être établies pour s’assurer que tous les pays offrent un accès au marché de 5 p. 100.

Nous ne devrions pas accroître notre niveau d’accès au marché davantage avant que tous les pays égalent notre niveau.

13. Les tarifs intracontingents devraient être réduits à zéro. L’accès « réel » au marché sans entraves devrait être accordé pour l’accès intracontingent du CT.

14. Rendre l’administration du CT équitable et juste. Maintenir le droit du Canada d’administrer les CT de la manière qui convient le mieux aux exigences de notre marché intérieur et qui appuie les objectifs de nos structures de commercialisation agricole et des industries agroalimentaires, y compris le droit de désigner les segments du marché pouvant recevoir les importations intracontingents, pourvu que cela n’entrave pas le niveau d’accès auquel l’on s’est engagé.

Supprimer toutes les allocations du CT orientées sur les pays afin que l’accès soit offert sur une véritable base de nation la plus favorisée.

- 15. Reduce simple tariffs or convert them into TRQs.**
Simple tariffs that effectively restrict access to a market should be reduced or converted into a TRQ to ensure that real market access is provided.
- 16. Establish an international definition of product groups.**
Standards should be established to define common specific product groups (e.g. chicken) for all WTO members.
- Common specific product groups will ensure that countries are not able to use aggregation or disaggregation of products to circumvent their market access commitments.
- 17. Treat primary and processed forms of products equally.**
Access should be provided for primary or processed products on the same basis.
- 18. Fully implement existing WTO commitments in agriculture.**
Ensure that all WTO members have fully implemented their existing WTO commitments before Canada enters into any new commitments.
- Market access should be provided on an equivalent basis, using the same reference period for all agriculture products.

OTHER ISSUES

- 19. Remove sanitary and phytosanitary barriers that are not based on sound, and internationally accepted science.**
Addressing the SPS measures that are often used as disguised trade barriers would significantly contribute to a “real” improvement in market access.

- 15. Réduire les barrières tarifaires simples ou les convertir en CT.**
Les barrières tarifaires simples qui restreignent effectivement l'accès à un marché devraient être réduites ou converties en un CT afin qu'il y ait un accès réel au marché.
- 16. Établir une définition internationale des groupes de produits.**
Des normes devraient être établies afin de définir des groupes communs de produits particuliers (p. ex., poulet) pour tous les membres de l'OMC.
- Des groupes communs de produits particuliers feront en sorte que les pays ne pourront pas utiliser l'agrégation ou la désagrégation des produits pour échapper à leurs engagements d'accès au marché.
- 17. Traiter de manière égale les formes primaires et transformées de produits.**
L'accès devrait être offert aux produits primaires et transformés sur la même base.
- 18. Respecter intégralement les engagements existants dans le cadre de l'OMC en agriculture.**
S'assurer que tous les membres de l'OMC ont pleinement respecté leurs engagements existants dans le cadre de l'OMC avant que le Canada conclue tout nouvel engagement.
- L'accès au marché devrait être offert sur une base équivalente, en utilisant la même période de référence pour tous les produits agricoles.

DIVERS

- 19. Supprimer les barrières sanitaires et phytosanitaires qui ne reposent pas sur une base scientifique solide et reconnue sur le plan international.**
Trouver une solution aux mesures sanitaires et phytosanitaires, souvent utilisées comme des barrières commerciales déguisées, contribuerait grandement à une amélioration « réelle » de l'accès au marché.

20. Maintain the WTO special agricultural safeguard.
The WTO special agricultural safeguard must be maintained in case of special circumstances that could drastically undermine a domestic production sector.

20. Maintenir la sauvegarde agricole spéciale de l'OMC.
La sauvegarde agricole spéciale de l'OMC doit être maintenue en cas de circonstances spéciales qui pourraient radicalement ébranler un secteur de production nationale.